



ARRÊTÉ DU MAIRE D'ORLÉANS

LE MAIRE DE LA VILLE D'ORLÉANS

ARRETE PERMANENT

N° 2021P4226

PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION SUR DIVERSES VOIES EN AGGLOMÉRATION

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2 et L. 2213-1 à L2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 431-9

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1,4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté municipal du 29 février 1972, enregistré par M. le Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret, le 12 avril suivant, portant règlement général de la circulation à ORLEANS et l'ensemble des arrêtés qui l'ont complété et/ou modifié,

Vu l'arrêté du Maire en date du 6 juillet 2020 donnant délégation aux adjoints au Maire en matière de circulation, de stationnement et d'occupation du domaine public,

Vu l'arrêté du Maire en date du 6 juillet 2020 donnant délégation de signature pour le quartier Centre-Ville à Mme BARRUEL Béatrice,

Vu la Charte des terrasses des cafés et restaurants d'Orléans,

Vu l'arrêté 2019P4122 du 2 octobre 2019 réglementant le temps de stationnement des véhicules de livraison,

Vu l'arrêté N°2019P4197 du 22 décembre 2020,

Considérant qu'il incombe à l'autorité détentrice du pouvoir de police de circulation de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer le stationnement et la circulation de la zone piétonne des Quais de Loire de la ville d'Orléans,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures permanentes de circulation,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général Adjoint aux Territoires et à la Proximité,

ARRÊTE

Article 1 : La zone dénommée " QUAIS DE LOIRE" et définie par :

- Le plateau piétonnier du QUAI DU CHATELET, de la RUE AU LIN jusqu'à la RUE DE LA TOUR NEUVE
- Le plateau piétonnier du QUAI DU FORT ALLEAUME, de la RUE DE LA TOUR NEUVE jusqu'au BOULEVARD DE LA MOTTE SANGUIN
- Le perré du QUAI DU CHATELET
- Le perré du QUAI DU FORT ALLEAUME
- La piste cyclable QUAI DU CHATELET, de la RUE AU LIN jusqu'à la RUE DE LA TOUR NEUVE
- La piste cyclable QUAI DU FORT ALLEAUME, de la RUE DE LA TOUR NEUVE jusqu'au BOULEVARD DE LA MOTTE SANGUIN

constitue une aire piétonne au sens de l'article R. 110-2 du code de la route.

Article 2 :

Les accès à la zone piétonne définie ci-dessus sont les suivants:

Bornes d'entrée et de sortie:

- Face à la rue au Lin
- Face à la rue de Solférino

Article 3 : USAGE PUBLIC DE LA ZONE PIETONNE:

L'usage public de la zone piétonne est, par définition, limité à la circulation des piétons. Toute circulation et tout stationnement de véhicules, y compris cyclomoteurs sont interdits, sauf dispositions spéciales prévues aux articles ci-après. Les cycles sont autorisés à circuler 24h/24 dans la zone piétonne exclusivement sur la piste cyclable matérialisée au sol et sur l'espace partagé en adaptant l'allure au regard de la fréquentation et sans occasionner de gêne aux piétons; ils doivent stationner uniquement dans les parcs à vélos réservés à leur usage.

La vitesse maximum de tous types de véhicules est limitée à 10 km/h. Les conducteurs doivent laisser la priorité aux piétons et respecter les règles du Code de la Route.

Les véhicules ne doivent en aucun cas être équipés de chaînes ou de pneus cloutés.

Article 4 : CONTROLE DE L'ACCES A LA ZONE PIETONNE:

L'accès à la zone piétonne est contrôlé par l'intermédiaire d'un système de bornes rétractables. L'abaissement des bornes peut se faire par trois modes:

- par badge sans contact
- par code d'accès
- par opérateur : interphone

L'accès des véhicules dans la zone piétonne telle que définie dans l' article 1 du présent arrêté est défini par type de profil d'usager (voir tableau annexé). Chaque profil est caractérisé par :

- Des justificatifs particuliers
- Des technologies de gestion d'accès différentes.
- Des périodes d'accès et des temps de stationnement adaptés.

CHANTIERS - DEMENAGEMENTS:

L' accès peut être autorisé de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 19h00 du lundi au samedi. Pour une durée inférieure ou égale à 120 minutes, l'accès peut se faire par code d'accès généré sur la plateforme internet du délégataire.

Pour une durée supérieure à 120 minutes, l'accès est conditionné à la présentation de l'autorisation demandée, 15 jours ouvrés auparavant au service Réglementation d'Orléans Métropole accompagnée du code d'accès. La carte professionnelle délivrée par les autorités compétentes et l'autorisation d'intervention dans la zone délivrée par le service Réglementation d'Orléans Métropole ainsi que le ticket délivré par les bornes d'accès devront être apposés derrière le pare-brise du véhicule.

Les usagers autorisés à pénétrer dans la zone devront emprunter les accès et sorties les plus proches de leur lieu de destination.

Article 5 : SITUATIONS EXCEPTIONNELLES:

Lors de situations exceptionnelles (intempéries, accidents, travaux...), lorsque les bornes sont en position basse et en cas d'absence de délivrance de ticket horodaté ou d'autorisation d'intervention dans la zone, délivrée par le service réglementation d'Orléans Métropole, le disque bleu devra être apposé sur le pare-brise de façon visible et donnera un droit de stationnement de 30 minutes.

Article 6 : CIRCULATION DES VEHICULES DE 13 TONNES ET/ OU PLUS

La circulation des véhicules de plus de 13 tonnes et/ ou de plus de 16m² de surface est interdit dans la zone piétonne, à l'exception des véhicules de services publics dans le cadre de leur mission ou des véhicules munis d'une autorisation spéciale.

Article 7 : USAGE DES SKATEBOARDS:

L'usage des skateboards est interdit dans la zone piétonne.

Article 8 : DELIVRANCE DES AUTORISATIONS DE CIRCULER DANS LA ZONE PIETONNE:

Les autorisations de circuler dans la zone piétonne sont accordées par le délégataire d'Orléans Métropole à titre précaire et révocable pour le seul véhicule identifié et pour l'année à partir de la date de délivrance de l'autorisation.

Elles ne peuvent être ni cédées à un tiers, ni transférées sur un autre véhicule.

Pour le profil "Riverains Mariniers", la liste des bénéficiaires est fournie chaque année au délégataire par les services de l'évènementiel.

Article 9 : AYANTS DROITS :

- les associations de marinières et les propriétaires de bateaux amarrés en Loire ou dans le canal sur l'emprise de la zone piétonne (selon la liste remise et actualisée par les services de l'Evènementiel)
- les commerçants de la zone;
- les services publics;
- les services de secours;
- les artisans, les sociétés de nettoyage, les taxis, devant faire une intervention prolongée dans la zone, les livreurs devant faire une interventions dans la zone

Cette liste est non exhaustive. Dans le cas où une autre entreprise se situant dans les zones piétonnes se présente, elle doit s'identifier auprès d'Orléans Métropole en centralisant l'ensemble de ses demandes portées par un unique référent.

A titre exceptionnel, des demandes expresses peuvent être formulées pour demander une dérogation. Les conditions d'obtentions de droits seront statuées par l' élu référent.

Article 10 : INFORMATIONS ENREGISTREES LORS DE LA DELIVRANCE D'UN BADGE:

Les catégories d'informations ayant été enregistrées lors de l'obtention d'un badge sont les suivantes:

- Adresse et numéro de téléphone de l'ayant droit;
- Pièce d'identité mentionnant les noms et prénoms de l'ayant droit;
- Justificatif de domicile de moins de 3 mois ou justificatif de propriété dans le périmètre concerné;
- Certificat d'immatriculation du véhicule;
- Certificat d'immatriculation du bateau;
- Déclaration de perte;
- Les droits d'accès octroyés;
- Numéro de badge;
- Les titulaires d'une carte de stationnement de modèle communautaire pour personne handicapée ou de la carte CMI (carte mobilité inclusion modèle communautaire).

Le destinataire de ces informations pour gérer les accès est le délégataire d'Orléans Métropole. Un exemplaire du présent règlement sera remis lors de la délivrance des badges.

Article 11 : DROITS D'ACCES AUX INFORMATIONS:

Le droit d'accès ou de rectification des informations s'effectue :

- Par courrier, auprès de l'accueil du guichet unique du délégataire d'Orléans Métropole ;
- Par internet sur la plateforme internet du délégataire ;
- Ou physiquement, en se rendant à l'accueil du guichet unique du délégataire.

Le délégataire est tenu de procéder à cette modification, et d'en informer, par écrit, dans un délai maximum de 15 jours, le demandeur. Une copie écran des nouvelles informations lui sera adressée.

Article 12 : RESPONSABILITE DES USAGERS:

Tout bénéficiaire, à titre quelconque, d'une dérogation de circulation conserve l'entière responsabilité de tout accident corporel, des dégradations au revêtement et mobilier urbain ou privé.

Article 13 : UTILISATION DU SOL:

ETALAGES:

Des droits aux étalages sur le domaine public, sur les surfaces dites "commerciales" de la zone piétonne, sont attribués aux commerçants pour leur propre commerce (fleurs, portants, distributeur de cartes postales, etc ...en rapport avec l'activité de l'entreprise).

Les intéressés en font la demande à la Mairie qui délivre une autorisation d'occupation du domaine public précisant la surface mise à la disposition du commerçant, l'activité commerciale qu'il est autorisé à y exercer et la liste du mobilier privé qu'il est autorisé à déployer sur cette même surface.

TERRASSES:

Comme ci-dessus les restaurateurs ou débitants de boissons, exerçant dans la zone piétonne, sont autorisés à installer une terrasse sur des emplacements définis.

Ils doivent adresser une demande à la Mairie pour obtenir l'autorisation d'occupation du domaine public qui leur est accordée après agrément du mobilier privé qu'ils comptent installer. Ils doivent se référer au document "la Charte des Terrasses des Cafés et Restaurants d'Orléans" en vigueur, disponible au Service Occupation du Domaine Public d'Orléans Métropole.

Les tapis sous le mobilier sont interdits ainsi que la fixation au sol des parasols.

PANNEAUX PUBLICITAIRES:

Les chevalets publicitaires sont soumis à autorisation, après demande préalable auprès du Service Occupation du Domaine Public, dans la mesure où une largeur de 1,40m est laissée libre pour le passage des piétons. Un chevalet doit être à deux pentes d'une hauteur maximale de 1,20m et d'une largeur de 0,60m.

Les dispositifs sur ressort sont interdits.

Les flammes publicitaires sont interdites.

Article 14 : MOBILIER PRIVE:

Tout mobilier privé non professionnel et publicitaire (tables, chaises, jardinières, parasols, etc..) est interdit.

Article 15 : VALIDITE DES AUTORISATIONS:

Toutes les autorisations faisant l'objet du présent règlement sont délivrées à titre précaire et révocable. Elles sont renouvelées, chaque année à la date anniversaire, à la demande des intéressés.

Ces autorisations peuvent être également suspendues momentanément sur décision du Maire lors de manifestations populaires et animations dans la zone piétonne.

Article 16 : VENTE A LA SAUVETTE, MANIFESTATIONS ARTISTIQUES:

Aucun marchand ambulant, vendeur au déballage n'est toléré à vendre ou à travailler dans la zone piétonne, conformément à l'article L442-8 du Code du Commerce.

Des autorisations exceptionnelles pourront cependant être délivrées dans certains cas par le Maire d'Orléans.

Conformément à l'article L2212-2 du Code des Collectivités Territoriales, le Maire peut, si les nécessités de l'ordre public le justifient, interdire la distribution de tracts, d'imprimés, livres écrits et journaux sur le domaine public.

Les manifestations artistiques individuelles ou de petits groupes pourront être autorisés, dans la mesure où ils ne troublent pas l'ordre public, sous réserve d'obtenir l'autorisation du Maire d'Orléans.

Article 17 : INTERDICTIONS DIVERSES:

- Les jeux de ballons et débordements violents sont interdits;
- Les chiens sont autorisés à traverser la zone piétonne. Ils doivent nécessairement être tenus en laisse, leurs maîtres sont tenus de veiller à ce qu'ils ne souillent pas le domaine public, sous peine de poursuites légales après procès-verbal;
- La distribution de pâtures aux pigeons et autres volatiles est interdite;
- Les chiens en divagation seront capturés et conduits à la fourrière, aux frais de leurs propriétaires qui se verront dresser un procès-verbal;
- Les usagers des zones piétonnes sont tenus de jeter leurs déchets dans les corbeilles et conteneurs de propreté mises en place à cet effet.

Article 18 : OBLIGATIONS DES RIVERAINS:

Les commerçants et les riverains ont la charge de nettoyer et de déneiger la zone piétonne devant leur établissement ou leurs biens sur une largeur de 3 ml, d'évacuer les déchets de balayage et d'arroser le sol conformément aux dispositions du règlement de la Voirie.

Article 19 : NON RESPECT DES REGLES D'ARRET ET DE STATIONNEMENT:

Le stationnement des véhicules est strictement interdit dans la zone piétonne, sauf exception listé dans l'article 4 (voir tableau annexé).

- Pour tous les véhicules seul l'arrêt est autorisé pour une durée strictement limitée aux opérations justifiant la présence des véhicules ou catégories de véhicules énumérés à l'article 4 du présent arrêté.
- Dans les parties de voie situées entre les bornes d'entrée ou de sortie, et le trottoir de la voie perpendiculaire rencontrée, tout stationnement obstruant l'accès aux bornes d'entrée et/ ou de sortie est considéré comme gênant en vertu de l'article R417.10 du Code de la Route et passible de fourrière.
- En dehors des conditions d'arrêt et d'apposition du dispositif établi prévus par le présent arrêté, tout arrêt ou stationnement dans la zone piétonne ainsi que devant les entrées et sorties sont considérés comme gênant, conformément à l'article R417.10 du Code de la Route.
- L'arrêt et le stationnement sont interdits sur le cheminement pour personnes à mobilité réduite présent sur les perrés du quai du Châtelet.

Article 20 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 21 : Le présent arrêté et les dispositions qu'il définit abroge et remplace toutes les dispositions contraires antérieures .

Article 22 : Les infractions au présent arrêté seront constatées au moyen de procès verbaux dressés par tout agent de l'autorité ayant qualité à cet effet et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur. Notamment, tout véhicule constaté en stationnement abusif ou gênant sur voie publique, pourra être mis en fourrière.

Article 23 : Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal administratif dans le délai de 2 mois à partir de sa publication.

Article 24 : M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, M. le Chef de la Police Municipale et Madame la Directrice Générale des Services de la Ville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.